ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 22 octobre 1969, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "d'exécution du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus", a donné le 3 décembre 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 22e oktober 1969 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen", heeft de 3e december 1969 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Les textes légaux relatifs aux taxes assimilées aux impôts sur les revenus ont été codifiés par l'arrêté royal du 23 novembre 1965.

Le projet d'arrêté royal a pour but de rassembler et de coordonner toutes les dispositions réglementaires prises en exécution du Code. Les textes ainsi réunis n'ont généralement pas été soumis à l'avis du Conseil d'Etat, soit qu'ils soient antérieurs à 1948, soit qu'ils visent l'urgence.

Bien que la plupart des dispositions du titre Ier (articles 1er à 55) ne soient que la reproduction de textes figurant dans l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, le Conseil d'Etat a estimé devoir proposer une rédaction différente pour certaines de ces dispositions, par souci de clarté, d'exactitude ou de concordance générale.

INTITULE.

Lorsque les arrêtés d'exécution d'un Code sont réunis en un seul corps, il se recommande de donner à l'arrêté le titre de "règlement général".

L'intitulé du projet serait donc "Règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus".

.../...

PREAMBULE.

Il convient d'omettre la référence à l'article 67 de la Constitution qui ne constitue pas directement le fondement légal du projet.

Certaines dispositions du projet trouvant leur fondement légal en dehors du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, il conviendrait de compléter le préambule. Celui-ci serait, dès lors, rédigé comme suit :

"Vu le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, notamment les articles ... (comme au projet) ... ;

Vu la loi du 24 juillet 1923 sur la protection des pigeons militaires et la répression de l'emploi des pigeons pour l'espionnage, notamment l'article 5;

Vu la loi du 3 juillet 1956 relative à la suppression des fractions de franc dans la comptabilité publique;

Vu le Code des impôts sur les revenus, coordonné par l'arrêté royal du 26 février 1964, notamment l'article 208;".

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 7.

Cet article , qui établit la nécessité d'un rôle rendu exécutoire pour servir de titre légal de perception, devrait venir en tête de l'arrêté car il constitue logiquement l'entrée en matière du chapitre Ier.

.../...

La rédaction de l'article devrait porter dès le début sur l'énoncé de la règle principale, ainsi qu'il suit :

"Aucune somme ne peut être exigée des redevables, si ce n'est en vertu d'un rôle rendu exécutoire, document qui constitue le titre légal de perception.

L'alinéa ler n'est pas applicable aux perceptions qui doivent être effectuées soit ... " (comme au projet).

Article ler (qui deviendrait l'article 2).

L'article 2 du projet prévoit que les rôles comprennent les impositions. Cette précision devrait normalement être énoncée immédiatement après l'article ler proposé ci-dessus.

Le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

Les rôles contenant les impositions sont formés soit distinctement par taxe assimilée aux impôts sur les revenus, soit simultanément pour plusieurs de ces taxes.

Ils sont dressés par exercice d'imposition. Ils peuvent l'être pour plusieurs exercices à condition qu'ils soient revêtus annuellement d'un nouvel exécutoire".

Article 2 (devenant 3).

Cet article commencerait donc ainsi :

"Les rôles sont rattachés ... ".

.../...

Article 3.

A l'alinéa 2, on ne peut dire que l'administration délègue ses pouvoirs, puisqu'il n'est pas question de permettre à une personne étrangère à l'administration de déterminer le moment où les rôles sont dressés.

Il convient donc d'écrire :

"Ils sont dressés aux époques fixées par le directeur général des contributions directes ou son délégué".

Article 4.

L'opposition entre les deux premiers alinéas apparaîtrait mieux si le deuxième alinéa commençait ainsi qu'il suit :

"Toutefois, les impositions établies à charge de redevables décédés sont enrôlées ... ".

Dans le même alinéa, les mots "de la personne ou" sont superflus. Le pluriel "des personnes" vaut également pour le singulier.

L'alinéa 3 ne peut empêcher l'administration d'indiquer le nom de plusieurs héritiers en cas de taxation d'office. Cet alinéa constitue une faculté pour l'agent taxateur. Cette idée apparaîtrait mieux dans la rédaction suivante :

"Dans l'éventualité d'une taxation d'office, il suffit que le nom du redevable décédé (Succession X ...) soit suivi de l'indication de l'un des héritiers, connu de l'administration des contributions directes".

Article 8.

Cet article ne saurait avoir pour effet d'établir une solidarité entre les héritiers pour le paiement de la totalité des taxes dues par une personne décédée, car une telle solidarité serait dépourvue de base légale.

Les obligations en cette matière sont régies par le droit commun.

L'article 8 doit donc être omis du projet.

Article 11.

Selon le bilan du Fonds monétaire au 30 juin 1969 (Moniteur belge du 1er novembre 1969, p. 10,506), les monnaies d'appoint sont constituées par les pièces de 25 et de 20 centimes. Le retrait de ces dernières est actuellement en cours. La pièce de 50 centimes est une monnaie divisionnaire (voir loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire).

Article 13.

Il est proposé de remplacer le verbe "permettre" par "procéder à ".

.../...

Article 14.

A l'alinéa 2, l'indication par le redevable de la nature de la taxe payée ne permettra pas toujours de déterminer de façon exacte quelle est la taxe qu'il a voulu acquitter.

Il est proposé de rédiger comme suit la finale de l'article : "... que la somme concerne, ou l'imputation de la somme versée quand il ne s'agit pas de taxes dues en vertu d'un rôle".

Article 15.

Pour se conformer à la terminologie actuellement en usage à la Banque nationale de Belgique, il conviendrait de remplacer les mots "bon de virement" par ceux de "ordre de virement".

Article 16.

A la fin de cet article, le mot "chèques" apparaît superflu et devrait être omis.

Article 17.

Cet article date de 1920 et avait pour but de convaincre les redevables du caractère libératoire d'un paiement effectué par l'intermédiaire de l'Office des chèques postaux.

.../...

Il n'existe plus actuellement d'avis de débit "spéciaux" selon la terminologie employée par le projet.

L'article 17 pourrait être omis sans inconvénient. Les preuves de paiement seront, dès lors, appréciées selon le droit commun.

Article 21.

Cet article tend à établir une prescription en faveur du redevable lorsque cinq ans se sont écoulés depuis le jour de l'exécutoire du rôle.

Le fondement légal de cet article pose un problème. Ce n'est pas dans la loi du 3 Frimaire, an VII, modifiée implicitement par l'article 2 de la loi du 24 octobre 1919, que l'on peut trouver ce fondement. On doit, en effet, considérer ces deux lois comme étant implicitement abrogées à partir du 1er janvier 1920 par l'article 90 de la loi du 29 octobre 1919.

Le recours à l'article 208 du Code des impôts sur les revenus rendu applicable à la matière par l'article 2 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus n'apparaît pas entièrement satisfaisant et laisse place à la controverse (1).

.../...

(1) Voir H. PIERLOT, Les délais et la prescription en matière de contributions directes, Journal pratique de droit fiscal, 1929, pp. 2 et 33.

Une reconnaissance du caractère illégal des textes réglementaires qui, depuis 1920, établissent une prescription quinquennale dans le domaine des impôts sur le revenu aurait eu pour conséquence un retour à la prescription trentenaire.

Saisie du problème, la Cour de cassation s'est prononcée en estimant que la question de la prescription était comprise dans la procédure relative aux poursuites et ne pouvait être regardée comme se rapportant au fond du droit de l'administration (Cass. , 26 novembre 1934, Pas. , 1935, I, 64).

Quelle que soit l'autorité qui s'attache à cet arrêt, il se recommande, dans l'intérêt de la sécurité juridique, que le législateur soit appelé à régler définitivement la question de la prescription propre au recouvrement des impôts directs, comme il l'a toujours fait à l'égard des impôts indirects.

Le recours à la loi apparaît d'autant plus nécessaire que la légalité des dispositions réglementaires demeure contestée (1).

*

.../...

(1) FEYE et CARDYN, Procédure fiscale contentieuse, BRUYLANT 1958, n° 389.

Il conviendrait éventuellement de remplacer, dans la première phrase de l'alinéa 2, le mot "et" par le mot "ou" et le mot "perception" par le mot "prescription".

*

* *

Le chapitre IV, intitulé "Poursuites" et contenant les articles 22 à 54, devra être entièrement revu lorsque le Code judiciaire sera complètement entré en vigueur. Certains articles font référence à des dispositions du Code de procédure civile qui sont promises à une abrogation prochaine.

Article 29.

Le mot "outre" devrait être supprimé.

Article 36.

Il pourrait être précisé que la saisie-exécution immobilière s'opère de la manière prévue par la 5e partie, titre III, chapitre VI, du Code judiciaire.

Article 37.

L'expression "biens à exproprier" devrait être remplacée par celle de "biens à saisir".

Article 42.

Au § 4 de cet article, il devrait être précisé que "les quittances des receveurs sont allouées en compte au tiers détenteur, avec indication du nom du redevable".

.../...

Article 45.

Cet article exclut l'application de la compensation tout comme le fait, en matière d'impôts directs, l'article 217bis introduit dans l'arrêté royal du 4 mars 1965, par l'arrêté royal du 18 juillet 1967.

Il a toujours été reconnu que la compensation organisée par les articles 1289 et suivants du Code civil ne s'appliquait pas aux dettes et créances existant entre l'Etat et des particuliers. A défaut de texte légal formel à cet égard, une solution jurisprudentielle (1) a été dégagée de divers articles de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, dont l'article 16, alinéas 1er et 2, dispose :

> "Les Ministres ne peuvent faire aucune dépense au-delà des crédits ouverts à chacun d'eux.
>
> Ils ne peuvent accroître, par aucune ressource particulière, le montant des crédits affectés aux dépenses de leurs services respectifs".

Par ailleurs, la règle de l'annalité fait obstacle à une compensation qui mettrait en jeu des dettes et des créances appartenant à des exercices différents.

Enfin, la règle de la spécialité des crédits votés par le Parlement constitue également un obstacle aux compensations des dettes et créances d'un même Ministère.

.../...

(1) Cass. 29 novembre 1923, Pas., 1924, I, 52.

Le Roi ne trouve pas dans l'article 208 du Code des impôts sur les revenus, le pouvoir de décider, par la voie réglementaire, que des dispositions du Code civil ne sont pas applicables à la matière des taxes assimilées aux impôts sur les revenus. Il ne peut ainsi sanctionner une solution jurisprudentielle toujours susceptible d'être remise en question. Une disposition légale devrait être insérée dans le Code à cet effet.

Dès lors, l'article 45, § 1er, doit être omis du projet.

Article 49.

Le paiement étant un mode d'extinction des obligations, il est juridiquement inexact de dire que l'on peut être exposé à devoir payer deux fois.

Cet article serait, dès lors, mieux rédigé ainsi qu'il suit :

"Les huissiers des contributions directes ne peuvent, sous peine de destitution, recevoir aucune somme des redevables, soit pour leur salaire, soit pour le paiement des impositions.

Les remises de fonds faites par les redevables à l'huissier des contributions n'ont pas valeur de paiement".

.../...

Article 51.

La référence à l'article 10 de l'arrêté du Régent du 15 février 1946 doit être remplacée par une référence à l'article 6 de l'arrêté royal du 12 septembre 1969 fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale, ainsi que celui de certaines allocations.

Chapitres Ier, II, III du titre II du projet.

L'article 5, § 1er, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus prévoit diverses exemptions et comporte huit numéros. Il se termine par l'attribution d'un pouvoir au Roi lui permettant de "définir les conditions et modalités d'application du présent 8°" (service de taxis, location avec chauffeur).

Aucun pouvoir n'est attribué au Roi en ce qui concerne le surplus de cet article.

Néanmoins, le projet définit d'autres notions : l'infirme dont question au 3° et l'essai des véhicules prévu par le 4°.

L'article 56 tend à donner un contenu limité à la notion d'infirme. Ainsi, les personnes atteintes d'une invalidité permanente de 50 p.c. au moins ne bénéficieront de l'exemption que si ce pourcentage résulte "exclusivement" d'infirmités frappant les membres inférieurs.

.../...

L'article 58 substitue aux termes de "fabricants ou marchands" utilisés par l'article 5, § 1er, 4°,du Code ceux de "constructeur, assembleur, carrossier, vendeur, revendeur ou réparateur".

En définissant ou en paraphrasant les termes employés par la loi, le Roi les interprète et excède ainsi les pouvoirs qu'il tient de l'article 67 de la Constitution, même s'il ne fait que reprendre des textes établis pour d'autres matières (article 77 du Code de la T.V.A. et article 12 de l'arrêté royal du 31 décembre 1953 portant réglementation de l'immatriculation des véhicules automoteurs).

En conséquence, les articles 56, 57 et 58 devraient être omis.

Article 59.

Cet article doit également être omis. Il va de soi que le conducteur devra justifier de sa qualité de fabricant ou de marchand pour bénéficier de l'exemption, lorsque les agents de surveillance opéreront le contrôle prévu par l'article 39 du Code.

Article 62.

Le Code, en son article 7, alinéa 2, donne au Roi le pouvoir de déterminer la puissance des moteurs qui doit servir de base au paiement de la taxe. L'article 9 du Code prévoit un barème en fonction du nombre de chevaux-vapeur.

.../...

La puissance des moteurs continue à se calculer au moyen d'une formule déjà ancienne et qui est tellement dépassée que l'on en est venu à distinguer la puissance "fiscale" de la puissance réelle (DIN ou SAE).

Le projet établit cette formule ($k\ d^2\ CNn$) mais délègue sans réserve au directeur général le pouvoir d'arrêter deux éléments variables qui doivent servir de fondement à la perception de l'impôt :

k = coefficient compris entre 3 et 8
n = nombre de tours du moteur par minute.

Rien n'indique que le législateur ait autorisé le Roi à subdéléguer une partie des pouvoirs que lui a conférés l'article 9 de la loi du 28 mars 1923. La détermination de l'assiette de l'impôt par le Ministre ou le directeur général ne peut d'ailleurs être admise dans son principe. Le procédé peut présenter, en outre, l'inconvénient de voir fixer dans des circulaires non publiées au Moniteur belge, certains éléments nécessaires au calcul de l'impôt, qui échappent ainsi à la connaissance des redevables.

Il faudrait donc que cette matière soit réglée par l'arrêté en projet.

Au demeurant, les deux éléments variables, le coefficient k et le nombre de tours par minute, pourraient fort bien être fusionnés comme ils l'ont été dans le tableau figurant dans une circulaire communiquée aux agents taxateurs.

.../...

Dans cette optique, l'article 62, § 1er, se présenterait comme suit :

"La puissance imposable du moteur des véhicules est établie au moyen de la formule $P = kd^2 cn$ dans laquelle :
P représente la puissance imposable en chevaux-vapeur;
k représente un coefficient variable en fonction de l'alésage des cylindres selon le tableau ci-après;
d représente l'alésage des cylindres exprimé en mètre;
c représente la course des pistons exprimée en mètre;
n représente le nombre de cylindres.

Tableau des valeurs du coefficient k.
(à composer).

Les alésages et les courses sont exprimés en millimètres; les fractions de millimètre sont négligées ou sont comptées pour un millimètre, selon qu'elles sont inférieures ou non à un demi-millimètre".

*

* *

La formule figurant au § 2 de l'article 62 pourrait être simplifiée s'il était dit que le poids représente un nombre exprimé en centaines de kilos sans fraction, ce qui correspondrait mieux à la méthode utilisée dans la pratique.

Le § 2 devrait être rédigé comme suit :

.../...

"La puissance imposable ne peut toutefois être supérieure à celle qui résulte de l'application de la formule $P = 4\ Cy + \frac{Pds}{4}$ dans laquelle :

P représente la puissance exprimée en chevaux-vapeur;
Cy représente la cylindrée du moteur exprimée en litres;
Pds représente le poids du véhicule en ordre de marche, exprimé en centaines de kilogrammes.

Les fractions de décilitre sont négligées ou sont comptées pour un décilitre, selon qu'elles sont inférieures ou non à un demi-décilitre.

Les fractions de centaine de kilogrammes sont négligées ou sont comptées pour cent kilogrammes, selon qu'elles sont inférieures ou non à cinquante kilogrammes".

*

* *

L'article 62, § 2, alinéa 2, concernant les moteurs à piston rotatif, ne permet pas au redevable de déterminer la taxe de circulation qu'il devra payer. Le terme "cylindrée" ne convient pas pour un moteur dépourvu de cylindres. Ainsi, ni la formule du § 1er ni celle du § 2 ne peuvent être utilisées.

Il serait préférable de prévoir, dans un § 3, un mode spécial de taxation qui pourrait s'appuyer sur une formule faisant appel au volume des chambres de combustion du moteur à piston rotatif.

.../...

Article 65.

Au § 2, les mots "aux frais des intéressés" sont dépourvus de base légale et doivent être omis.

En effet, il s'agit là d'une redevance qui est perçue à charge des constructeurs, importateurs et assembleurs de voitures automobiles. Ces personnes ne sont pas les redevables de la taxe et n'ont pas l'obligation de faire procéder à l'examen de leurs véhicules avant que ceux-ci ne soient mis en service par les acheteurs.

Article 67.

Il est de principe que le pouvoir réglementaire accordé dans le § 2 au Ministre des Finances ne peut être délégué à un fonctionnaire, d'autant plus que la mise en oeuvre de ce procédé présenterait l'inconvénient que des décisions de portée générale ne seraient pas publiées au Moniteur belge.

Les mots "ou son délégué" doivent donc être omis.

Chapitre VII.

L'intitulé de ce chapitre devrait être : "Signe distinctif fiscal".

Article 71.

Au § 1er, il est proposé d'écrire : "le signe distinctif fiscal doit être fixé ... et facilement accessible à la vue".

.../...

Article 74.

Cet article est une disposition de circonstance dont l'application prendra fin le 31 décembre 1970. Il devrait être reporté à la fin du projet.

Articles 78 et 79.

L'article 78 ne fait que reproduire une disposition figurant à l'article 5 du projet.

Cet article 78 pourrait être omis si l'article 79 était rédigé comme suit :

"Les articles 4 à 55 sont applicables à la taxe communale sur les véhicules automobiles".

Article 80.

Cet article serait mieux rédigé ainsi qu'il suit :

"Une somme égale à 3 p.c. de la taxe communale payée par le redevable est retenue au profit du Trésor à titre de rémunération des opérations de perception".

Article 82.

Pour éviter toute confusion avec la terminologie employée pour les véhicules, il conviendrait de remplacer les mots "un signe distinctif" par "une marque distinctive".

.../...

Article 84.

Dans la finale du § 1er, il est question d'une fraude qui serait commise à l'intervention des fabricants de bagues pour pigeons.

L'expression "fraude commise à leur intervention" devrait être précisée afin de faire apparaître la nature de la faute génératrice de l'obligation de réparer.

Article 85.

L'expression "qui ont pour but principal" ne peut s'appliquer qu'aux sociétés dont l'activité est déterminée par leurs statuts. Elle ne peut s'appliquer aux personnes physiques majeures dont les activités ne sont pas limitées par un cadre statutaire.

L'organisation au maximum de cinq réunions de courses par an doit pouvoir être concédée à une société dont le but principal ne serait pas l'encouragement de l'élevage et l'amélioration du cheval.

La rédaction suivante est proposée:

"L'autorisation d'ouvrir un champ de courses ou d'organiser des courses de chevaux n'est accordée qu'aux personnes physiques majeures, aux sociétés ayant la personnalité juridique et aux sociétés civiles, dont l'activité a principalement pour but l'encouragement de l'élevage et l'amélioration du cheval ou se limite dans ce domaine à l'organisation de cinq réunions de courses par an au maximum".

.../...

Article 91.

Il serait plus exact d'écrire :

"A l'exclusion des personnes visées à l'article 86, peuvent être autorisées à organiser, exploiter... ".

Article 92.

Au § 2, 3°, l'engagement de se soumettre au contrôle des communications postales, télégraphiques et téléphoniques se heurte aux règles établies par l'article 22 de la Constitution qui garantit le secret des lettres, par l'article 460 du Code pénal et par l'article 17 de la loi du 13 octobre 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones.

Cet engagement ne trouve pas de base légale dans notre législation.

Le procédé qui consiste à subordonner une agréation ou l'exercice d'une profession à un engagement de respecter des règles que ni le Roi, ni le Ministre, ni a fortiori le directeur général n'ont le droit d'arrêter ne peut être admis.

Article 99.

Il conviendrait de remplacer les mots "est autorisé à arrêter" par le terme "arrête".

.../...

Article 102.

Le 3°, c, de cet article est imprécis. Le jeu appelé "Jolly Jocker" devrait être décrit comme il est fait pour les autres jeux dont question dans l'article 102.

Le 4°, d, gagnerait à être rédigé ainsi qu'il suit :

"d) les jeux électriques de golf, de hockey, de football, de basket-ball, de base-ball et analogues, généralement dénommés "Spinner", "Drop-ball","Skee-ball", "Skee-fun", "All-Star Bowler", "Ten Strike".

ALGEMENE OPMERKING.

De wetteksten betreffende de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen zijn gecodificeerd bij het koninklijk besluit van 23 november 1965.

Het ontwerp-koninklijk besluit heeft tot doel alle verordeningsbepalingen die vastgesteld zijn ter uitvoering van het Wetboek, samen te brengen en te coördineren. De aldus samengebrachte teksten zijn doorgaans niet voor advies aan de Raad van State voorgelegd, ofwel omdat zij dagtekenen van vóór 1948, ofwel omdat er beroep op de spoed is geweest.

Ofschoon de meeste bepalingen van titel I (artikelen 1 tot 55) slechts een herhaling zijn van teksten uit het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, heeft de Raad van State toch gemeend, terwille van de duidelijkheid, de nauwkeurigheid of de algemene overeenstemming, voor sommige van die bepalingen een andere redactie te moeten voorstellen.

OPSCHRIFT.

Wanneer de uitvoeringsbesluiten van een Wetboek tot één geheel worden samengebracht, verdient het aanbeveling dat besluit als "algemene verordening" te betitelen.

Het opschrift van het ontwerp wordt dan "Algemene verordening betreffende de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen".

.../...

AANHEF.

De verwijzing naar artikel 67 van de Grondwet, dat geen eigenlijke rechtsgrond oplevert voor het ontwerp, dient te vervallen.

Daar een aantal bepalingen van het ontwerp hun rechtsgrond vinden buiten het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, zou de aanhef moeten worden aangevuld. Hij kan dan als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, inzonderheid op de artikelen ... (zoals in het ontwerp)...;

Gelet op de wet van 24 juli 1923 ter bescherming van de militaire duiven en ter beteugeling van het aanwenden van duiven voor bespieding, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de wet van 3 juli 1956 betreffende de afschaffing van de frankgedeelten in de openbare comptabiliteit;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 26 februari 1964, inzonderheid op artikel 208;".

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 7.

Dit artikel eist een uitvoerbaar verklaard kohier dat als wettelijke inningstitel moet dienen; als zodanig zou het vooraan in het besluit moeten komen want het vormt de logische inleiding van hoofdstuk I.

.../...

De tekst van het artikel zou dadelijk de hoofdregel moeten stellen, als volgt :

"Van de belastingschuldigen mag geen som worden gevorderd dan krachtens een uitvoerbaar verklaard kohier, dat de wettelijke inningstitel vormt.

Het eerste lid is niet van toepassing op inningen, te verrichten hetzij overeenkomstig artikel 68 door tussenkomst ... (zoals in het ontwerp)...".

Artikel 1 (dat artikel 2 wordt).

Artikel 2 van het ontwerp bepaalt dat de kohieren de aanslagen bevatten. Dit zou normaal onmiddellijk na het zoëven voorgestelde artikel 1 moeten worden gezegd.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 2.-

Kohieren van aanslagen worden opgemaakt ofwel voor iedere met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belasting afzonderlijk, ofwel voor verscheidene zodanige belastingen ineens.

Zij worden opgemaakt per aanslagjaar. Zij kunnen ook voor verscheidene aanslagjaren worden opgemaakt op voorwaarde dat zij jaarlijks met een nieuwe uitvoerbaarverklaring worden bekleed".

Artikel 2 (dat artikel 3 wordt).

Dit artikel zou als volgt beginnen :

"De kohieren worden verbonden ...".

.../...

Artikel 3.

In het tweede lid mag niet worden gezegd dat de administratie haar bevoegdheid overdraagt, want er is geen sprake van dat aan iemand die er niet toe behoort, kan worden toegestaan te bepalen op welk tijdstip de kohieren worden opgemaakt.

Er moet dus worden gelezen :

"Zij worden opgemaakt op de tijdstippen, bepaald door de directeur-generaal van de directe belastingen of zijn gemachtigde".

Artikel 4.

De tegenstelling tussen het eerste en het tweede lid zou duidelijker tot uiting komen indien het tweede lid als volgt begon :

"Aanslagen ten laste van overleden belastingschuldigen worden echter ten kohiere gebracht op dezer naam, voorafgegaan ...".

In hetzelfde lid zijn de woorden "persoon of" overbodig. Het meervoud "van de personen" geldt ook voor het enkelvoud.

Het derde lid mag de administratie niet verhinderen de naam van verscheidene erfgenamen te vermelden in geval van aanslag van ambtswege. Deze tekst opent een mogelijkheid voor de ambtenaar die de aanslag verricht, Dit zou beter tot uiting komen in de volgende redactie :

.../...

"In geval van aanslag van ambtswege is het voldoende dat de naam van de overleden belastingschuldige (Nalatenschap X...) wordt gevolgd door de vermelding van een der erfgenamen, die de administratie der directe belastingen bekend is".

Artikel 8.

Dit artikel kan niet tot gevolg hebben dat de erfgenamen hoofdelijk aansprakelijk zijn voor het betalen van alle door een overledene verschuldigde belastingen, want voor een zodanige hoofdelijkheid is geen rechtsgrond voorhanden.

De hier geldende verplichtingen vallen onder het gemeen recht.

Artikel 8 moet dus vervallen.

Artikel 11.

Volgens de balans van het Muntfonds op 30 juni 1969 (Belgisch Staatsblad van 1 november 1969, blz. 10.506), bestaat de pasmunt uit stukken van 25 en van 20 centiemen. De intrekking van deze laatste is thans aan de gang. Het stuk van 50 centiemen is een deelmunt (zie wet van 12 juni 1930 houdende oprichting van een Muntfonds).

Artikel 13.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te lezen :

.../...

"Artikel 13.-

De administratie kan ook, in bijzondere gevallen, de belasting door een gemachtigde van de ontvanger aan huis doen innen, in de vorm en volgens regelen die zij bepaalt".

Artikel 14.

Bij het tweede lid moet worden opgemerkt, dat aan de hand van hetgeen de belastingschuldige over de aard van de betaalde belasting vermeldt, niet altijd precies zal kunnen worden uitgemaakt welke belasting hij heeft willen betalen.

Voorgesteld wordt, het slot van het artikel als volgt te lezen : "... waarop de som betrekking heeft, of de aanrekening van de gestorte som wanneer het geen krachtens een kohier verschuldigde belastingen betreft".

Artikel 15.

Overeenkomstig de terminologie die thans bij de Nationale Bank van België wordt gebruikt, vervange men de woorden "aanwijzing tot overschrijving" door "giro-opdracht".

Artikel 16.

Aan het slot van dit artikel vervange men het woord "postrekening" door "rekening".

Artikel 17.

Dit artikel dagtekent uit 1920 en had tot doel de belastingschuldigen te overtuigen van het bevrijdend karakter van een betaling door toedoen van het Bestuur der postchecks.

.../...

Er zijn thans geen "bijzondere debetberichten" meer, zoals dat in het ontwerp heet.

Artikel 17 kan zonder bezwaar vervallen. Over de bewijzen van betaling zal derhalve volgens het gemeen recht worden geoordeeld.

Artikel 21.

Dit artikel bedoelt ten behoeve van de belastingschuldige een verjaring in te stellen wanneer vijf jaar verstreken zijn vanaf de dag van de uitvoerbaarverklaring van het kohier.

Een probleem is de rechtsgrond van dit artikel. Hij ligt niet in de wet van 3 Frimaire, jaar VII, stilzwijgend gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 24 oktober 1919. Die beide wetten moeten immers worden geacht door artikel 90 van de wet van 29 oktober 1919 stilzwijgend opgeheven te zijn met ingang van 1 januari 1920.

Beroep op artikel 208 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, dat in dezen toepasselijk is verklaard bij artikel 2 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, lijkt niet geheel bevredigend en laat ruimte voor betwisting (1).

.../...

(1) Zie H. PIERLOT, "Les délais et la prescription en matière de contributions directes", Journal pratique de droit fiscal, 1929, blz. 2 en 33.

Een erkenning van het onwettige van de verordeningsteksten die sedert 1920 een vijfjarige verjaring hebben ingesteld voor inkomstenbelastingen, zou meebrengen dat opnieuw de dertigjarige verjaring gaat gelden.

Het Hof van cassatie heeft, toen het dat probleem te behandelen kreeg, geoordeeld dat de zaak van de verjaring verband hield met de vervolgingsprocedure en niet kon worden geacht betrekking te hebben op de grond van het recht van de administratie (Cass., 26 november 1934, Pas., 1935, I, 64).

Wat ook het gezag van dat arrest mag zijn, in het belang van de rechtszekerheid verdient het aanbeveling dat de wetgever gevraagd wordt de zaak van de verjaring met betrekking tot de inning van de directe belastingen eens en voorgoed te regelen, zoals hij dat altijd gedaan heeft voor de indirecte belastingen.

Een wet lijkt des te meer noodzakelijk, daar de wettigheid van de verordeningsbepalingen nog altijd een strijdvraag is (1).

*

.../...

---

(1) FEYE et CARDYN,"Procédure fiscale contentieuse", BRUYLANT 1958, nr. 389.

Eventueel zou in de Franse tekst van de eerste volzin van het tweede lid het woord "et" moeten worden vervangen door "ou" en het woord "perception" door "prescription".

*
* *

Hoofdstuk IV "Vervolgingen", met de artikelen 22 tot 54, zal volledig herzien moeten worden als het Gerechtelijk Wetboek eenmaal geheel in werking is gesteld. Een aantal artikelen verwijzen naar bepalingen uit het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, waarvan de opheffing verwacht wordt.

Artikel 29.

De woorden "de voortzetting van" dienen te worden geschrapt.

Artikel 36.

Nader aangegeven zou kunnen worden, dat het uitvoerend beslag op onroerend goed geschiedt op de wijze bepaald in deel V, titel III, hoofdstuk VI, van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 37.

De termen "te onteigenen goederen" vervange men door "in beslag te nemen goederen".

Artikel 42.

In § 4 van dit artikel zou nader moeten worden bepaald, dat de kwitanties van de ontvangers ten bate van de derde-houder worden aangerekend "met vermelding van de naam van de belastingschuldige".

.../...

Artikel 45.

Dit artikel sluit schuldvergelijking uit, zoals voor directe belastingen is gedaan door artikel 217bis, dat in het koninklijk besluit van 4 maart 1965 ingevoegd is bij het koninklijk besluit van 18 juli 1967.

Steeds is aangenomen dat de schuldvergelijking waarover de artikelen 1289 en volgende van het Burgerlijk Wetboek handelen, geen toepassing vindt op schulden en schuldvorderingen tussen Staat en particulieren. Bij ontstentenis van een uitdrukkelijke wettekst heeft de rechtspraak (1) een oplossing afgeleid uit een aantal artikelen van de wet van 15 mei 1846 op de comptabiliteit van de Staat, waarvan artikel 16, eerste en tweede lid, bepaalt :

> "De Ministers kunnen geen uitgave doen boven de aan ieder van hen geopende kredieten.
>
> Zij kunnen uit geen bijzondere bate het bedrag van de kredieten verhogen, die voor de uitgaven van hun onderscheiden diensten bestemd zijn".

De regel dat de begroting eenjarig is, verhindert overigens schuldvergelijking tussen schulden en schuldvorderingen van verschillende dienstjaren.

Ten slotte verhindert ook de regel van de specialiteit van de door het Parlement goedgekeurde kredieten de schuldvergelijking tussen schulden en schuldvorderingen van eenzelfde Ministerie.

Artikel 208 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen machtigt de Koning niet om bij wege van verordening te besluiten, dat de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek geen toepassing vinden ten aanzien van de met

.../...

(1) Cass., 29 november 1923, Pas., 1924, I, 52.

inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen. Zo kan hij geen bekrachtiging verlenen aan een door de rechter gegeven oplossing, die steeds opnieuw op de helling kan worden gezet. Hiertoe zou een wetsbepaling in het Wetboek moeten worden ingevoegd.

Artikel 45, § 1, moet derhalve uit het ontwerp worden geschrapt.

Artikel 49.

Aangezien betaling verbintenissen teniet doet gaan, is het juridisch onjuist te zeggen dat men zich eraan bloot kan stellen tweemaal te moeten betalen.

Dit artikel zou dan ook beter als volgt worden geredigeerd :

"Deurwaarders der directe belastingen mogen, op straffe van ontzetting uit hun ambt, generlei som van belastingschuldigen aannemen, noch als loon, noch ter betaling van belastingen.

Afgifte van geld door belastingschuldigen aan een gerechtsdeurwaarder der belastingen geldt niet als betaling".

Artikel 51.

In plaats van naar artikel 10 van het besluit van de Regent van 15 februari 1946 moet worden verwezen naar artikel 6 van het koninklijk besluit van 12 september 1969 tot vaststelling van het tarief voor akten van gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken en van het tarief van sommige toelagen.

.../...

Hoofdstukken I, II, III van titel II van het ontwerp.

Artikel 5, § 1, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen handelt over een aantal vrijstellingen, in acht nummers. Het eindigt met aan de Koning bevoegdheid toe te kennen tot het vaststellen van "de voorwaarden en de toepassingsmodaliteiten van onderhavig 8°" (taxidienst, verhuring met bestuurder).

Ten aanzien van de overige bepalingen van dat artikel is aan de Koning geen bevoegdheid verleend.

Het ontwerp omschrijft niettemin andere begrippen : de gebrekkige, waarvan sprake is onder 3°, en het op proef gebruiken van voertuigen, bedoeld onder 4° van eerdervermeld artikel.

Artikel 56 geeft een beperkte inhoud aan het begrip gebrekkige. Zo komen "personen met een blijvende invaliditeit van ten minste 50 t.h." voor vrijstelling slechts in aanmerking als dat percentage "uitsluitend te wijten is aan gebrekkigheid van de onderste ledematen".

Artikel 58 stelt de termen "constructeurs, monteurs, carrosseriemakers, verkopers, voortverkopers of herstellers van voertuigen" in de plaats van de termen "fabrikanten of handelaars" welke gebruikt zijn in artikel 5, § 1, 4°, van het Wetboek.

.../...

Als de Koning de termen van de wet omschrijft of parafraseert, interpreteert hij ze en treedt hij dus buiten de bevoegdheid hem verleend in artikel 67 van de Grondwet, ook al neemt hij gewoon teksten over die voor andere aangelegenheden zijn vastgesteld (artikel 77 van het Wetboek van de B.T.W. en artikel 12 van het koninklijk besluit van 31 december 1953 houdende regeling nopens de inschrijving van voertuigen met eigen beweegkracht).

De artikelen 56, 57 en 58 dienen dus te vervallen.

Artikel 59.

Ook dit artikel moet vervallen. Het spreekt van zelf dat de bestuurder, wil hij van de vrijstelling genieten, moet bewijzen dat hij fabrikant of handelaar is, als de "agenten van toezicht" de in artikel 39 van het Wetboek bedoelde controle uitoefenen.

Artikel 62.

Artikel 7, tweede lid, van het Wetboek machtigt de Koning tot het vaststellen van de kracht van de motoren die tot grondslag moet dienen voor het betalen van de belasting. Artikel 9 van het Wetboek geeft een schaal volgens het aantal PK.

De kracht van een motor wordt nog steeds berekend volgens een reeds oude formule, die dermate achterhaald is dat men een onderscheid is gaan maken tussen de "belastbare kracht" en de werkelijke kracht (DIN of SAE).

.../...

Het ontwerp geeft die formule (kd^2CNn), maar draagt zonder voorbehoud aan de directeur-generaal de bevoegdheid op tot het vaststellen van twee veranderlijke gegevens die als grondslag moeten dienen voor de inning van de belasting :

k = coëfficiënt tussen 3 en 8

n = aantal omwentelingen van de motor per minuut.

Niets wijst erop dat de wetgever de Koning gemachtigd heeft tot het overdragen van een gedeelte van de bevoegdheid welke artikel 9 van de wet van 28 maart 1923 hem verleent. Dat de grondslag van de belasting door de Minister of door de directeur-generaal wordt bepaald, is trouwens principieel onaanvaardbaar. Een bezwaar kan bovendien zijn, dat sommige voor het berekenen van de belasting onmisbare gegevens worden vastgesteld in omzendbrieven die niet in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt worden, zodat de belastingschuldigen er onkundig van blijven.

Deze aangelegenheid zou dan ook in het ontwerp-besluit geregeld moeten worden.

De twee veranderlijke gegevens, de coëfficiënt k en het aantal omwentelingen per minuut, zouden overigens best samengebracht kunnen worden, zoals gedaan is in de tabel op een omzendbrief aan de ambtenaren die de belasting vaststellen.

Artikel 62, § 1, zou er dus als volgt kunnen uitzien :

.../...

"De belastbare kracht van de motor der voertuigen wordt bepaald door middel van de formule $P = kd^2cn$, waarin
P staat voor de belastbare kracht in paardekracht ;
k staat voor een coëfficiënt die naar gelang van de cilinderboring varieert volgens onderstaande tabel ;
d staat voor de cilinderboring uitgedrukt in meter ;
c staat voor de zuigerslag uitgedrukt in meter ;
n staat voor het aantal cilinders.

Tabel der waarden van coëfficiënt k.
(op te maken)

Cilinderboring en zuigerslag worden uitgedrukt in millimeter ; gedeelten van een millimeter worden weggelaten of voor een millimeter aangerekend naargelang zij al dan niet beneden de halve millimeter liggen".

*
* *

De formule onder § 2 van artikel 62 zou vereenvoudigd kunnen worden indien werd gezegd dat het gewicht gelijk is aan een getal uitgedrukt in honderden kilogram, zonder gedeelten van 100 kg., hetgeen beter overeen zou komen met de methode die in de praktijk wordt toegepast.

Paragraaf 2 zou als volgt moeten worden gelezen :

"De belastbare kracht mag echter niet hoger zijn dan die welke verkregen wordt door toepassing van de formule $P = 4Cy + \frac{Gew}{4}$, waarin

P staat voor de kracht uitgedrukt in paardekracht ;
Cy staat voor de cilinderinhoud van de motor uitgedrukt in liter ;
Gew staat voor het gewicht van het rijklaar voertuig, uitgedrukt in honderden kilogram.

.../...

Gedeelten van een deciliter worden weggelaten of voor een deciliter aangerekend naargelang zij al dan niet beneden de halve deciliter liggen.

Gedeelten van honderd kilogram worden weggelaten of voor honderd kilogram aangerekend naargelang zij al dan niet beneden de vijftig kilogram liggen".

*
* *

Aan de hand van artikel 62, § 2, tweede lid, dat betrekking heeft op motoren met draaiende zuigers, kan de belastingschuldige niet uitmaken hoeveel verkeersbelasting hij moet betalen. De term "cylinderinhoud" is niet dienstig wanneer het gaat om een motor zonder cilinders. Noch de formule van § 1, noch die van § 2 kan dus worden gebruikt.

Het ware verkieslijk in een § 3 een bijzondere wijze van aanslag te bepalen, uitgaande van een formule die werkt met de inhoud van de verbrandingskamers van de motor met draaiende zuigers.

Artikel 65.

De woorden "op kosten van de betrokkenen" in § 2 hebben geen rechtsgrond ; zij moeten vervallen.

Het gaat hier immers om een recht dat wordt geheven van constructeurs, invoerders en monteurs van personenwagens. Dat zijn niet degenen die de belasting verschuldigd zijn; zij zijn niet verplicht hun voertuigen te doen onderzoeken vooraleer de kopers die in het verkeer brengen.

.../...

Artikel 67.

Als beginsel geldt dat de in § 2 aan de Minister van Financiën verleende bevoegdheid niet aan een ambtenaar kan worden opgedragen. Werd zij het wel, dan zou daar bovendien het nadeel aan verbonden zijn dat beslissingen met algemene strekking niet in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt.

De woorden "of zijn gemachtigde" moeten dus vervallen.

HOOFDSTUK VII.

Het opschrift van dit hoofdstuk zou moeten luiden : "Fiscaal kenteken".

Artikel 71.

Voorgesteld wordt, § 1 als volgt te lezen : "Het fiscaal kenteken moet blijvend op het voertuig bevestigd zijn op een tegen weer en wind beschutte en van buiten uit goed zichtbare plaats".

Artikel 74.

Dit is een gelegenheidsbepaling die na 31 december 1970 geen toepassing meer zal vinden. Zij zou aan het slot van het ontwerp moeten komen.

.../...

Artikelen 78 en 79.

Artikel 78 is slechts een herhaling van een bepaling uit artikel 5 van het ontwerp.

Het zou kunnen vervallen indien artikel 79 als volgt werd geredigeerd :

"De artikelen 4 tot 55 zijn van toepassing op de gemeentebelasting op motorvoertuigen".

Artikel 80.

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Een bedrag, gelijk aan 3 t.h. van de door de belastingschuldige betaalde gemeentebelasting, wordt ten bate van de Staatskas afgehouden als vergoeding voor inningsverrichtingen".

Artikel 82.

Om verwarring met de voor voertuigen gebruikte terminologie onmogelijk te maken, vervange men het woord "kenteken" door "merkteken".

Artikel 84.

Aan het slot van § 1 is sprake van bedrog dat door "tussenkomst" van fabrikanten van duivenringen mocht worden gepleegd.

De woorden "bedrog door tussenkomst gepleegd" zouden verduidelijkt moeten worden, zodat de aard van het vergrijp waardoor de verplichting tot herstel ontstaat, tot uiting komt.

.../...

Artikel 85.

De woorden "die tot hoofddoel hebben" kunnen alleen gelden voor vennootschappen wier activiteit in hun statuten is vastgesteld, en niet voor meerderjarige natuurlijke personen wier activiteiten niet door een statutair kader begrensd zijn.

Het inrichten van ten hoogste vijf "wedrenbijeenkomsten" per jaar moet kunnen toegestaan worden aan een vennootschap wier hoofddoel niet is "de aanmoediging van het fokken en het verbeteren van het paard".

Voorgesteld wordt :

"Vergunning tot het openen van een renbaan of tot het inrichten van paardenwedrennen wordt alleen verleend aan meerderjarige natuurlijke personen, aan vennootschappen met rechtspersoonlijkheid en aan burgerlijke vennootschappen, wier activiteit er in hoofdzaak op gericht is het fokken en veredelen van paarden aan te moedigen, of zich op dat gebied beperkt tot het inrichten van ten hoogste vijf wedrenbijeenkomsten per jaar".

Artikel 91.

Een juistere lezing ware :

"Met uitsluiting van de personen bedoeld in artikel 86, kunnen vergunning krijgen tot het inrichten, exploiteren of aannemen van weddenschappen op paardenwedrennen, meerderjarige natuurlijke personen, vennootschappen met rechtspersoonlijkheid en burgerlijke vennootschappen".

.../...

Artikel 92.

De in § 2, 3°, voorgeschreven "verklaring" dat men zich zal onderwerpen aan "de controle op de mededelingen langs post, telegraaf en telefoon", gaat in tegen de regelen van artikel 22 van de Grondwet, dat het briefgeheim waarborgt, van artikel 460 van het Strafwetboek en van artikel 17 van de wet van 13 oktober 1930 tot oprichting van de Regie van telegrafie en telefonie.

Voor een zodanige verbintenis levert onze wetgeving geen rechtsgrond op.

Het is onaanvaardbaar dat een erkenning of de uitoefening van een beroep afhankelijk wordt gemaakt van een verbintenis tot het naleven van regelen welke noch de Koning, noch de Minister, noch a fortiori de directeur-generaal mag vaststellen.

Artikel 99.

De woorden "is gemachtigd het model te bepalen" vervange men door "bepaalt het model".

Artikel 102.

De tekst onder 3°, c, van dit artikel is vaag. Van het "Jolly Joker"-spel zou een beschrijving moeten worden gegeven, zoals gedaan is voor de andere in artikel 102 ter sprake komende spelen.

De tekst onder 4°, d, kan beter als volgt worden gelezen:

"d) de elektrische golf-, hockey-, voetbal-, basket-ball-, base-ball- en soortgelijke spelen, gewoonlijk genaamd "Spinner", "Drop-ball", "Skee-ball", "Skee-fun", "All-Star Bowler", "Ten Strike".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame :			
Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs :	R. PIRSON,	assesseurs de la section de législation,	
de Heren :			
	F. RIGAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M. JACQUEMIJN,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) M. JACQUEMIJN. (s) G. VAN BUNNEN.